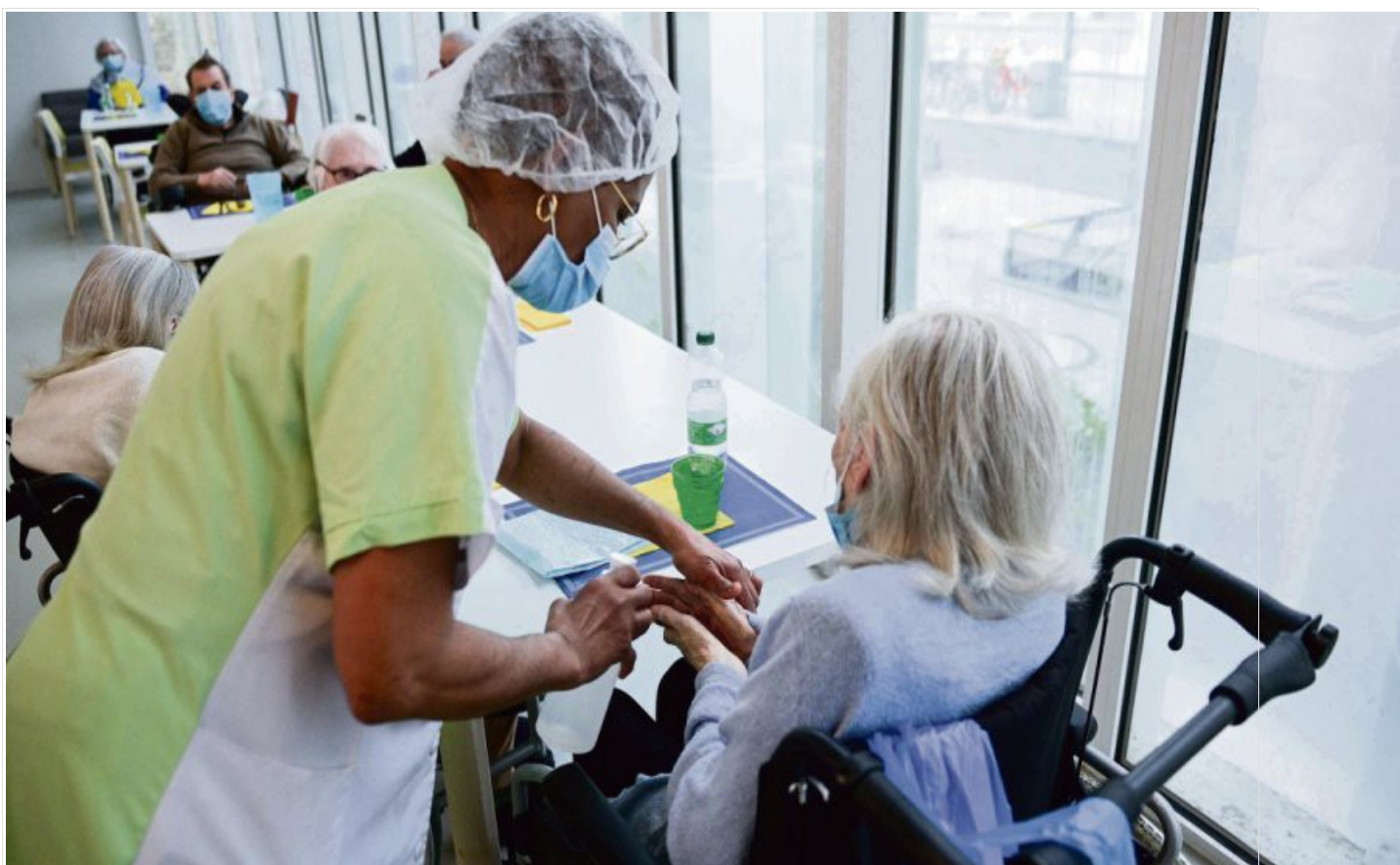


Orpea. Les salariés des Ehpad alertent sur un système mortifère

Dans le sillage des révélations de maltraitance chez Orpea, les soignants des établissements pour personnes âgées dénoncent des conditions de travail qui les forcent à la négligence, faute de moyens.

Publié le

Jeudi 3 février 2022



*Les personnels espèrent que les pouvoirs publics prendront le problème à bras-le-corps.
© Martin Bureau/AFP*

L'information, révélée il y a quelques jours, a eu l'effet d'une bombe parmi les salariés des Ehpad (établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes). Dans son ouvrage *Les Fossoyeurs*, le journaliste Victor Castanet décrit un système de maltraitance des résidents des établissements du groupe Orpea, à coups de repas rationnés et de soins prodigués au compte-gouttes pour respecter la stricte politique comptable de la société. Tandis que les réactions fusent

de toutes parts depuis la parution de l'enquête, les soignants des Ehpad se prennent à espérer : va-t-on enfin s'intéresser à leurs conditions de travail et aux politiques budgétaires qui minent la prise en charge des résidents ? « La situation d'Orpea est celle qu'elle est, mais c'est la même chose partout. Ce qui est révélé dans ce livre est le lot quotidien des salariés depuis des années », a dénoncé Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, lors d'une journée d'études sur les Ehpad organisée mardi par le collectif fédéral Accueil des personnes âgées.

Dans les plus de 7 200 Ehpad que compte la France métropolitaine, qu'ils soient publics ou privés, associatifs ou lucratifs, les témoignages des soignants s'accumulent et confirment que l'affaire Orpea est loin d'être un cas isolé. Si les résidents sont victimes de maltraitance, c'est parce que les salariés doivent conjuguer une absence de moyens, un sous-effectif chronique et des pressions de plus en plus insupportables, assurent-ils.

« De 8 heures à 20 heures »

« Je suis aide-soignante diplômée d'État, je dois m'occuper de douze à quinze personnes, fragiles, qui ont besoin d'attention particulière, en trois heures. C'est impossible de bien faire mon travail. Mes journées commencent à 8 heures et se terminent à 20 heures, et je suis tellement fatiguée pendant mes jours de repos que je ne peux pas non plus bien m'occuper de mes enfants », confie une soignante de l'Ehpad Korian Champ-de-Mars, dans le 15^e arrondissement de Paris. Les objectifs de performance qui sont exigés, couplés à une absence de bras criante, se répercutent inévitablement sur la santé et le bien-être des personnes âgées, analyse-t-elle. « On nous parle de taux d'occupation des lits, mais il n'est jamais question de prise en charge dans de bonnes conditions. Pourtant, parmi nos résidents, nous avons des gens en dépression, d'autres avec plusieurs pathologies, et nous n'avons même pas le temps de bien les laver, de prendre le temps de discuter quelques minutes », poursuit-elle.

Dans le Val-d'Oise, après trente jours de grève, les salariés du luxueux Ehpad du château de Neuville peinent à contredire ce constat. Derrière les portes dorées de l'établissement, les salariés « ne sont pas considérés comme des humains », lâche Siham Touazi, infirmière et déléguée syndicale CGT. « L'humiliation de trop, ça a été quand la direction nous a envoyé de nouveaux plannings trois jours avant Noël, complètement désorganisés et incohérents. Ils ne prévoient qu'une seule infirmière le matin et le soir au prétexte que ce ne sont pas des

moments où beaucoup de soins sont dispensés. On se retrouve donc seuls avec 94 résidents », détaille-t-elle.

Pourtant, si les témoignages de souffrance au travail – se traduisant par des sévices involontaires infligés aux patients – s’amassent, la situation ne devrait pas s’améliorer en l’absence de mesures drastiques. « Depuis trois ans, on remarque un plafonnement des capacités d’accueil des Ehpad alors que nous nous attendons au doublement du nombre de personnes âgées de plus de 80 ans d’ici à 2050 », note Sophie Rousseau, consultante chez Secafi, cabinet d’expertise auprès des élus du personnel.

« L’État a sa part de responsabilité »

Alors que les besoins de prise en charge devraient bondir dans les prochaines années, aucune norme ne régit le taux d’encadrement des établissements – c’est-à-dire le nombre d’emplois en équivalents temps plein pour 100 places occupées – contrairement à de nombreuses autres professions de santé. Conséquence directe du sous-effectif et de la surcharge de travail qui en découle : les salariés des Ehpad détiennent le record de la plus haute fréquence d’accidents du travail, devant le BTP. Pour mettre un terme à cette situation déplorable, la CGT réclame immédiatement l’embauche de 200 000 salariés, mais aussi la titularisation des vacataires et l’arrêt du recours à des salariés « faisant fonction » d’aides à domicile, exécutant les mêmes tâches sans formation et pour un salaire dérisoire.

Au-delà des embauches, le scandale Orpea et le quotidien des personnels d’Ehpad grêlé par la souffrance au travail posent inévitablement la question du contrôle de ces établissements. Pour de nombreux salariés présents à la journée d’études organisée par la CGT, ceux-ci sont trop sporadiques et trop peu scrupuleux, laissant la porte ouverte à d’innombrables actes de maltraitance. « Nos directions sont prévenues, elles ont donc le temps de remplacer les fauteuils roulants défectueux et d’appeler du renfort avant la venue de l’ARS (agence régionale de santé – NDLR) », s’agace un soignant. Les abus sont d’autant moins faciles à déceler que, dans de nombreux établissements comme ceux d’Orpea, les capacités d’alerte des élus du personnel sont réduites à néant par les coups de boutoir antisyndicaux intentés par les directions.

Dans l’Ehpad Korian Bel Air à Clamart (Hauts-de-Seine), plus d’une dizaine de salariés ont été licenciés sans raison valable, dénonce la CGT. Parmi ceux-ci, des élus du personnel. Pour Malika Belarbi, aide-soignante et animatrice du collectif national CGT santé, « l’État a sa part de responsabilité dans la maltraitance ».

Maintenant que ces méfaits sont exposés aux yeux de tous, les salariés espèrent toutefois que les pouvoirs publics prendront le problème des Ehpad à bras-le-corps . « On fera attention à ce que la ministre chargée de l'Autonomie ne nous réponde pas qu'Orpea est un problème isolé et qu'ailleurs tout va bien », assure Philippe Martinez. Le gouvernement, lui, assure vouloir multiplier les contrôles.